

## PROJET DE LOI RELATIF A LA FILIATION

### EXPOSE DES MOTIFS

Après son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire s'est dotée de lois relatives aux droits des personnes et de la famille parmi lesquelles figure la loi n°64-377 du 7 octobre 1964 relative à la paternité et à la filiation.

Ce texte modifié en 1983 par la loi n°83-799 du 2 août 1983 portant modification des lois n°64-373, n°64-374 et n°64-377 du 7 octobre 1964, relatives au nom, à l'état civil, à la paternité et à la filiation, est aujourd'hui inadapté au regard du contexte national et international marqué par l'engagement pris par la Côte d'Ivoire d'assurer, dans tous les aspects de la vie en société, les Droits de l'Homme en général et ceux de l'enfant en particulier.

C'est dans ce cadre qu'intervient le présent projet de loi qui s'inscrit dans la réforme globale du système juridique et judiciaire engagée par le Gouvernement.

Ce projet de loi introduit de nombreuses innovations dont les plus importantes portent sur les points suivants :

- égalité de droits des enfants en matière d'établissement de la filiation paternelle ;
- admission d'un nouveau cas d'ouverture de l'action en désaveu de paternité ;
- simplification et clarification de la procédure de reconnaissance de l'enfant né hors mariage ;
- suppression du délai d'exercice de l'action en recherche de paternité naturelle.

S'agissant du point relatif au rétablissement de l'égalité des enfants en matière d'établissement de la filiation paternelle, le projet de loi supprime la différence de régime qui existe entre les enfants adultérins et incestueux et les autres enfants. A cet effet, les dispositions qui exigeaient le consentement préalable de l'épouse pour la reconnaissance par le mari de son enfant adultérin sont supprimées (**articles 22 et 23 de la loi actuelle**). Il y est substitué, l'information préalable de l'épouse avant la reconnaissance de l'enfant, sous peine de nullité de ladite reconnaissance (**articles 22**). Est également supprimée la disposition relative à l'interdiction de reconnaissance, par ses parents, de l'enfant né d'un commerce incestueux (**article 24 de la loi actuelle**). Cette réforme se fonde sur le principe

suivant lequel tout enfant a droit à l'établissement de sa filiation à l'égard de ses auteurs.

En outre, le projet de loi prévoit un nouveau cas d'ouverture de l'action en désaveu de paternité de l'enfant né dans le mariage. Ainsi, outre les cas traditionnels d'ouverture de l'action en désaveu de paternité, le mari peut désormais désavouer l'enfant né de son épouse, s'il prouve en se fondant sur les données acquises de la science médicale qu'il ne peut en être le père (**article 4- 2° du projet de loi**).

Le nouveau dispositif apporte également des précisions quant à la reconnaissance de l'enfant naturel afin de simplifier et clarifier les procédures. Il prévoit, d'une part, que la reconnaissance de l'enfant né en dehors du mariage doit en principe être faite dans l'acte de naissance au moment de son établissement (**article 20 alinéa 1 du projet de loi**). Il reconnaît toutefois la possibilité de procéder à ladite reconnaissance avant l'établissement de l'acte de naissance (**article 20 alinéa 3 du projet de loi**). Dans une telle hypothèse, la reconnaissance est faite par acte authentique et l'acte ainsi dressé est remis à l'officier de l'état civil au moment de l'établissement de l'acte de naissance pour mention (**article 20 alinéa 3 du projet de loi**). D'autre part, le projet de loi précise que lorsque la reconnaissance de l'enfant par son auteur a lieu après l'établissement de l'acte de naissance, celle-ci ne peut être reçue par l'officier de l'état civil que sur autorisation expresse du Procureur de la République (**article 21 du projet de loi**).

Enfin, s'agissant de l'action en recherche de paternité, la réforme envisagée supprime le délai d'un an à compter de sa majorité, reconnu à l'enfant pour exercer l'action en recherche de paternité (**article 26 alinéa 5 de la loi actuelle**). Désormais, il peut agir à tout moment, sous réserve du délai de prescription de droit commun qui est de trente ans (**article 2262 du code civil**). La réforme ainsi entreprise a l'avantage de ne plus priver prématurément l'enfant du droit d'agir pour l'établissement d'une filiation dont il n'a eu la révélation que tardivement.

Le projet de loi présenté comporte **vingt-huit (28) articles** regroupés en **trois (03) chapitres** :

Chapitre I : De la filiation des enfants nés dans le mariage

Chapitre II : De la filiation des enfants nés hors mariage

Chapitre III : Des dispositions finales

Telle est l'économie du présent projet de loi.

**Alassane OUATTARA**

## PROJET DE LOI RELATIF A LA FILIATION

**Article 1** : Tout enfant a droit à l'établissement de sa filiation à l'égard de ses auteurs.

### CHAPITRE I : DE LA FILIATION DES ENFANTS DANS LE MARIAGE

**Article 2** : L'enfant conçu pendant le mariage ou né moins de trois cent jours après la dissolution du mariage, a pour père le mari de sa mère.

**Article 3** : La présomption de paternité établie à l'article précédent ne s'applique pas en cas de demande, soit de divorce, soit de séparation de corps, à l'enfant né trois cents jours après l'ordonnance ayant autorisé la résidence séparée et moins de cent quatre-vingt jours après le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation, sauf s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

**Article 4** : Le mari peut désavouer l'enfant conçu pendant le mariage :

1° s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois centième jour jusqu'au cent quatre vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme ;

2° si, selon les données acquises de la science médicale, il est établi qu'il ne peut en être le père.

**Article 5** : L'enfant né avant le cent quatre vingtième jour du mariage, ne peut être désavoué par le mari dans les cas suivants :

1° s'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage ;

2° si l'acte de naissance a été établi en sa présence et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait pas signer ;

3° si l'enfant n'est pas né vivant.

**Article 6** : Dans les cas où le mari est autorisé à agir en désaveu, il doit le faire dans les deux mois :

1° de la naissance, s'il se trouve sur les lieux à l'époque de celle-ci ;



2° après son retour, si à la même époque il n'était pas présent ;

3° à compter du jour de la découverte de l'existence de l'enfant, si sa naissance lui a été cachée.

**Article 7** : Si le mari meurt après avoir initié son action en désaveu, les héritiers ont deux mois pour la reprendre.

**Article 8** : L'action en désaveu est dirigée contre la mère de l'enfant mineur ou, si elle est décédée, incapable ou présumée absente, contre un tuteur ad hoc désigné à la requête du mari ou de ses héritiers par ordonnance du président du tribunal de la résidence ou du lieu de naissance de l'enfant.

La requête en désignation du tuteur ad hoc doit être présentée dans le délai prévu à l'article précédent et l'action doit être intentée dans le mois suivant cette désignation, le tout à peine de forclusion.

La cause est instruite en forme d'urgence et en chambre du conseil. L'ordonnance est rendue à l'audience publique après conclusions écrites du ministère public.

**Article 9** : La filiation des enfants nés dans le mariage se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil.

A défaut de ce titre, la possession d'état d'enfant né dans le mariage suffit.

**Article 10** : La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

1° que l'individu a toujours porté le nom du père dont il prétend être l'enfant ;

2° que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

3° qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

4° qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

**Article 11** : Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre.

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

**Article 12** : À défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit né de père et de mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins, cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

**Article 13** : Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et mêmes privés émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

**Article 14** : La preuve contraire peut se faire par tous moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

**Article 15** : Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.

**Article 16** : L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

**Article 17** : L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les cinq années après sa majorité.

**Article 18** : Les héritiers peuvent suivre cette action lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté, formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de procédure.

## CHAPITRE II : DE LA FILIATION DES ENFANTS NÉS HORS MARIAGE

**Article 19** : La filiation des enfants nés hors mariage résulte à l'égard de la mère, du seul fait de la naissance.

Toutefois, dans le cas où l'acte de naissance ne porte pas l'indication du nom de la mère, elle est établie par une reconnaissance ou un jugement.

À l'égard du père, la preuve de la filiation ne peut résulter que d'une reconnaissance ou d'un jugement.

**Article 20** : La reconnaissance est faite dans l'acte de naissance.

Toutefois l'acte de naissance portant l'indication du père vaut reconnaissance lorsqu'il est corroboré par la possession d'état.

La reconnaissance peut être faite par acte authentique. Dans ce cas, l'acte de reconnaissance est remis à l'officier de l'état civil au moment de l'établissement de l'acte de naissance.

**Article 21** : Lorsque la reconnaissance est faite après l'établissement de l'acte de naissance, elle est reçue par l'officier de l'état civil sur autorisation du procureur de la République.

La reconnaissance par le père d'un enfant de plus de 18 ans n'est valable que du consentement de ce dernier. Ce consentement peut être donné soit oralement, lors de la déclaration de reconnaissance faite par le père, soit reçu séparément par un officier de l'état civil ou un notaire, lesquels en dressent acte. L'acte de reconnaissance doit, à peine de nullité, contenir la mention du consentement de l'enfant et des circonstances dans lesquelles il a été donné.

**Article 22** : La reconnaissance par le père de l'enfant né de sa relation hors mariage doit être précédée de l'information donnée à l'épouse du projet de reconnaissance. L'acte de reconnaissance, doit, à peine de nullité, contenir la mention de l'information donnée à l'épouse par acte de commissaire de Justice

Lorsque s'applique la présomption de paternité établie par l'article 2, l'enfant né de la relation hors mariage de la mère ne peut être reconnu qu'autant qu'il a été antérieurement désavoué.

**Article 23** : Toute reconnaissance, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, peut être contestée par tous ceux qui y ont intérêt.

**Article 24** : La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée dans le cas :

- 1° d'enlèvement ou de viol, lorsque la période de l'enlèvement ou du viol se rapporte à celle de la conception ;
- 2° de séduction, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles suivies de relations sexuelles dans la période légale de conception ;
- 3° où il existe des lettres ou quelque autre écrit émanant du père prétendu, propre à établir la paternité d'une manière non équivoque ;
- 4° où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de conception ;
- 5° où le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien, à l'éducation et à l'établissement de l'enfant en qualité de père.

**Article 25** : L'action en recherche de paternité n'est pas fondée si :

- 1° le père prétendu était, pendant la période légale de conception dans l'impossibilité physique d'être l'auteur de l'enfant ;
- 2° les données acquises de la science établissent qu'il ne peut être le père de l'enfant.

Article 26 : L'action est dirigée contre le père prétendu ou ses héritiers. L'action n'appartient qu'à l'enfant. Pendant la minorité de l'enfant, la mère même mineure, a seule qualité pour l'intenter. Si la mère est décédée, incapable ou présumée absente, l'action est exercée par la personne qui a la garde de l'enfant.

Article 27 : Lorsqu'une filiation est établie par un acte ou par un jugement, nulle filiation contraire ne pourra être postérieurement reconnue sans qu'un jugement établisse, préalablement, l'inexactitude de la première.

### CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 28 : Le présent projet de loi abroge la loi n°64-377 du 7 octobre 1964 relative à la paternité et à la filiation, telle que modifiée par la loi n°83-799 du 2 août 1983.